

**Question n° 19 : Une Union proclamant le multilinguisme mais anglophone de fait est-elle acceptable ?**

Une langue n'est pas seulement un moyen de se parler, de se lire, de se comprendre. Une langue est un véhicule par lequel on transmet un mode de pensée, des valeurs, une identité. Il n'est pas surprenant que l'Histoire nous enseigne combien le plus souvent des envahisseurs ont toujours cherché à imposer leur langue aux populations occupées (cas du russe dans les pays composant l'ex-URSS). Imposer sa langue c'est un instrument pour l'assimilation.

L'Union européenne n'a évidemment pas pour objectif l'uniformité. C'est pourquoi elle prône le multilinguisme. 23 langues (toutes les langues des 27 Etats membres) sont reconnues par les traités constitutifs comme langues officielles. Certes pragmatiquement il est impossible, hors les réunions où est prévue une traduction simultanée dans chaque langue officielle (une réunion plénière du Parlement européen par exemple), de travailler dans autant de langues (comment produire rapidement une note en 23 langues ? Coût d'une traduction simultanée pour une réunion ad hoc avec un nombre réduit de participants...). C'est pourquoi il est retenu trois langues « de travail » (allemand, anglais et français).

Mais la pratique de l'Union européenne est de plus en plus en contradiction avec ce plurilinguisme proclamé. L'Union tend à devenir unilingue, unilingue anglophone. Il suffit de se référer à bien des documents, disponibles d'abord ou uniquement en anglais. Il suffit de regarder les sites Internet où la grande majorité des pages sont en anglais « only » voire des sites exclusivement en anglais (la plupart des sites des agences spécialisées). La Banque Centrale Européenne fonctionne avec la seule langue anglaise (et pourtant le Royaume-Uni n'est pas membre de la Zone euro !). Même chose pour l'Eurocorps où aucun soldat britannique n'est présent... Bien des postes de fonctionnaires sont réservés, d'après la lettre même de l'offre de recrutement, non pas à des agents bilingues mais expressément à des « English natives speakers »...

Il ne s'agit nullement de mener un combat contre l'anglais. L'anglais, ou tout au moins un anglais simplifié (le globish dit-on souvent), est aujourd'hui la langue de communication internationale. Il faut savoir parler l'anglais dans le contexte de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Que l'Union européenne utilise l'anglais comme langue première n'est pas en soi un problème. Ce qui interroge c'est l'affirmation progressive d'un unilinguisme, que cet unilinguisme soit anglophone n'étant pas essentiel. L'unilinguisme c'est aller vers un seul système de pensée, nécessairement faciliter des concepts propres à la langue utilisée. L'unilinguisme tend nécessairement à l'uniformité.

Or l'Union européenne ne peut pas se développer dans l'uniformité. Renier le droit à l'usage des langues nationales ou locales ne favorisera jamais une union forte. Beaucoup vont rejeter l'Union parce qu'à leurs yeux instrument de ce refus. Les Etats-Unis ne se défilent pas, au contraire, en reconnaissant à l'espagnol une place toujours croissante. Bien des difficultés du fédéralisme canadien s'expliquent par la place insuffisante du français dans la plupart des provinces du Canada et ce malgré le bilinguisme officiel. L'Espagne ne survivrait pas à une non reconnaissance du catalan ou du basque.

L'Union européenne doit d'urgence renverser le cours de l'évolution constatée. Le multilinguisme ne simplifie pas la vie institutionnelle, c'est un fait. Mais il doit être considéré comme une exigence existentielle. Nos concitoyens qui ont déjà tant de mal à s'approprier l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui, ne peuvent que s'éloigner d'une bureaucratie unilingue considérée alors apatride et incapable de les comprendre.

Comment faire ? Il faut d'abord que les principaux responsables de l'Union soient eux-mêmes plurilingues et s'expriment régulièrement, y compris au sein des institutions de l'Union, dans chacune des langues au moins de travail. Or M. Barroso, incontestablement polyglotte, tend de plus en plus à ne s'exprimer qu'en anglais. M. Trichet, le Président français de la BCE, n'utilise jamais sa propre langue maternelle. Mme Ashton, la nouvelle Haut-Représentant, est unilingue anglais.

Il faut ensuite que l'Union conduite avec les Etats membres une politique volontariste pour permettre aux jeunes Européens d'être de vrais multilingues. Dès l'école primaire, on devrait être capable de proposer deux langues vivantes étrangères, l'anglais et une autre langue d'un pays membre de l'Union. Dans le secondaire, il faudrait inciter à l'apprentissage d'une troisième langue.

Il convient d'utiliser tous les instruments possibles pour que le multilinguisme soit chez les Européens et dans les institutions de l'Union une réalité. En garantissant le multilinguisme ce qui est important c'est que nous pourrions bénéficier des avantages de la diversité inhérente à chaque langue. En garantissant le multilinguisme on joue le jeu de la diversité culturelle, du respect des identités nationales ; on suscite le débat...

L'Europe ne peut naître que dans et par cette diversité. Elle n'a aucun avenir dans un modèle d'intégration uniforme. Le fédéralisme n'a jamais signifié l'alignement sur la langue et la culture d'un Etat membre. N'ayons pas peur d'affirmer que le plurilinguisme est une condition nécessaire à une Europe forte et puissante.

Ajoutons que bien entendu ce plaidoyer pour une Europe multilingue n'est pas une défense d'un français frustré parce que sa langue n'est plus la langue internationale des siècles précédents ! Mais admettre la primauté de l'anglais n'est pas renoncer à sa langue pour n'utiliser que l'anglais ! L'Europe a besoin du français comme de l'allemand ou de l'espagnol, comme des autres langues européennes même si elles sont moins parlées hors des frontières nationales. Il n'est pas normal qu'à Bruxelles une personne n'utilisant pas l'anglais soit considérée comme refusant de jouer le jeu et de fait soit conduite à s'exprimer en anglais simplement pour se faire entendre et avoir une influence.

Il serait suicidaire pour l'Europe de ne pas comprendre que la mondialisation de notre siècle va nécessairement imposer un multilinguisme. Le tout anglais, quoiqu'en pensent encore nos élites, c'est déjà du passé. Encore une fois il faut parler anglais, mais pas seulement. Regardons la place croissante du chinois ou de l'arabe par exemple. Prenons conscience de l'existence réelle de la Francophonie dans le monde. Interrogeons-nous sur la volonté de pays comme le Vietnam, la Roumanie, la Bulgarie d'appartenir à l'Organisation internationale de la Francophonie. Ils nous l'expliquent simplement. Bien-sûr ces Etats ne deviendront pas des pays où le français sera parlé par une majorité de la population, mais ils tiennent à vivre dans un monde multiculturel. A travers le français, ils défendent aussi leur propre langue nationale.

L'Union européenne devrait être un exemple. Elle tend à être tout le contraire. Croire en l'Europe c'est aujourd'hui se mobiliser pour opérer un virage à 360°. Elle doit être le creuset d'une diversité qui forgera peu à peu, mais acceptée par tous, une identité propre fruit de cette diversité et non assimilation à l'une des cultures européenne tout aussi riche et ouverte soit-elle. Tous les exemples dans l'Histoire montrent qu'une Union imposée ne respectant pas la diversité de ses membres est condamnée. L'implosion de l'Union soviétique n'en est que la dernière illustration. Aussi, même si beaucoup considèrent cette problématique du multilinguisme comme secondaire face à tous les défis de l'Europe de cette seconde décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, il s'agit d'un défi essentiel, peut être le plus important, celui qui ferait accepter et réussir tous les autres.